

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE FUVEAU

ENQUETE PUBLIQUE

CONCERNANT LE PROJET D'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION

DES RISQUES MINIERS (Lignite)

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

LUC CASTIGLI

. Commissaire Enquêteur .

Géomètre Expert Honoraire.

Ingénieur Conseil VRD. Urbaniste

SALON DE PROVENCE LE 14 JANVIER 2022

REF : 2021- 13

COMMUNE DE FUVEAU PROJET D'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS (Lignite)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DECISION DU 23 SEPTEMBRE 2021 N° E21000102/13

REF 2021-13

SOMMAIRE

Page 2 SOMMAIRE

Page 3 CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Page 3 OBJET DU PPRM

Page 4 DELIBERATIONS CONCERNANT L'ENQUETE PUBLIQUE

Page 5.... DELAIS ET LIEU DE MISE A DISPOSITION

Page 5.... PUBLICITE ET AFFICHAGE

Page 5.... PERMANENCES

Page 6.... COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Page 7 ELABORATION ET RAISONS DU PPR MINIER SUR LA COMMUNE DE FUEAU ET
OBJET DE L'ENQUETE

Page 9 DEFINITION DU RISQUE

Page 10DEROULEMENT DE L'ENQUETE ET OBSERVATIONS DU PUBLIC

Page 11LISTE DES OBSERVATIONS DEPOSEES SUR LE REGISTRE DEMATERIALISE

Page 12DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Page 15....REPONSES DE LA DDTM AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC.

Pages 17 à 19ANALYSE GENERALE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La loi du 22 juillet 1987, modifiée par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, a institué les Plans de Prévention des Risques Naturels (P.P.R.N.). Les modalités d'application de la loi ont été définies par le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995. La procédure P.P.R.N est désormais définie par les articles L.562-1 à L.562-9 et par les articles R. 562-1 à R. 562-10 (modalités d'application) du Code de l'Environnement.

Les Plans de Prévention des Risques relatifs aux aléas miniers sont élaborés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article L. 174-5 du Code Minier, c'est à dire « dans les conditions prévues aux articles L.562-1 à 562-7 du Code de l'Environnement pour les plans de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.N.) ». En conséquence, ces plans emportent les mêmes effets que les Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles.

La procédure d'élaboration est définie à l'instar des P.P.R.N. par les articles R. 562-1 à R. 562-10-2 du Code de l'Environnement. Toutefois, l'article L. 174-5 cité ci-dessus précise que les dispositions relatives au fonds de prévention des risques naturels majeurs (dispositions de l'article L. 561-3 du Code de l'Environnement) ne sont pas applicables aux Plans de Prévention des Risques Miniers.

Outre le cadre législatif commun aux P.P.R.N., la réglementation relative aux Plans de Prévention des Risques Miniers relève également des articles 1 à 5 du décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 (modifié) relatif à l'application des articles 94 et 95 du Code Minier.

OBJET DU PPRM

- synthétiser la connaissance des risques sur un territoire donné,
- délimiter les zones exposées aux risques,
- interdire ou réglementer les projets de construction ou d'aménagement,
- définir des mesures relatives à l'existant,
- définir des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde,
- orienter le développement vers des zones exemptes de risques prévisibles.

La décision d'élaborer un P.P.R. n'est pas systématique sur un territoire. Elle tient compte d'une part, du niveau d'aléa sur le territoire concerné et d'autre part, des enjeux associés. Elle résulte de l'analyse des aléas ainsi que de l'étude préliminaire des enjeux.

L'élaboration des P.P.R. suit une programmation priorisée à l'échelle du département.

- l'analyse des enjeux
- l'établissement du volet réglementaire : plan de zonage réglementaire et règlement associé.

Durant ces phases techniques, les services en charge du projet ont élaboré le dossier en association avec les élus et les services techniques de la commune et de la Métropole Aix Marseille Provence.

DELIBERATIONS CONCERNANT L'ENQUETE PUBLIQUE

*Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille me désignait en qualité de Commissaire Enquêteur le 2 septembre 2021

*Monsieur le Préfet de région PACA ,Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud et Préfet des Bouches du Rhône prenait un arrêté le 25 octobre 2021 pour ouvrir une enquête publique du mardi 16 novembre 2021 au jeudi 16 décembre 2021 inclus , portant sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers(lignite)sur la commune de Fuveau , en me désignant en qualité de commissaire enquêteur .

*Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 26 octobre confirmé l'arrêté du 25 octobre 2021 , avec dates d'ouverture et de fermeture de l'enquête ainsi que les jours et heures du commissaire enquêteur .

Nota : Dans ces deux arrêtés il est noté :

*que le dossier d'enquête est consultable sur un site internet dédié , ainsi qu'un lien avec la Préfecture des Bouches du Rhône ,

*l'adresse internet du registre dématérialisé ,pour enregistrer les observations du public ,de la même façon que le public peut le faire sur le registre mis à sa disposition en mairie avec le dossier d'enquête papier .

* Une adresse mail pour envoyer un courriel .

*Par voie postale en Mairie de Fuveau à l'attention de Mr le Commissaire Enquêteur .

DELAIS ET LIEU DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

L'enquête s'est tenue du Mardi 16 Novembre 2021 au Jeudi 16 Décembre 2021 inclus en Mairie de Fuveau .

PUBLICITE ET AFFICHAGE

La publication a été faite sur La Provence et sur la Marseillaise le 29 octobre 2021 ,ainsi que le 18 novembre 2021

L'affichage a été fait en Mairie , Rue du Figuier ,et en Mairie annexe de LA BARQUE

Cet affichage a été constaté par le Brigadier-Chef principal Frédéric SAINT-JEAN ,le 28 Octobre 2021 .

L'enquête publique a été également annoncée sur tous panneau lumineux installés dans la commune .

PERMANENCES

J'ai tenu mes permanences en Mairie dans la salle du conseil municipal ,
le Mardi 16 Novembre de 9h à midi , Le Mardi 23 Novembre de 14h à 17 h ,
le Jeudi 2 Décembre de 9 h à 12 h et le Mardi 7 Décembre de 14h à 17 h , et le Jeudi 16
Décembre de 14h à 17 h.

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE

Le dossier était composé , outre le registre d'enquête ,

*1/D'un dossier administratif avec La décision du Tribunal Administratif du 2 septembre 2021

Les arrêtés Préfectoraux du 25 et 26 octobre 2021

*2/Du rapport de présentation avec note de présentation

* 3/Du zonage réglementaire Echelle 1/2500 (regroupant les cartes des Aléas et celles des enjeux) (7 planches détaillées au 1/2500 et une planche générale)

* 4/Du règlement

*5/Des Annexes avec

4-1 Cartes des aléas (3 planches détaillées au 1/5000)

4-2 Carte des enjeux (1 planche au 1/10 000)

4-3 Carte des mises en pente (1 planche au 1/10 000)

4-4 Carte de hauteur de calage des planchers bas (1 planche au 1/10 000)

Annexe technique : Rapports GEODERIS du 22/01/2016 et du 09/10/2020 (avec 2 planches effondrement localisé de juillet 2019 au 1/10 000)

*De la décision cas par cas de l'Autorité Administrative

*Du bilan de la concertation de Février 2021

*Du bilan des Personnes et Organismes Associés .

Observation du C.E Ce dossier à la fois dans les pièces écrites et dans les plans qui sont annexés , situe correctement le projet et pose bien les enjeux de l'enquête publique .

ELABORATION ET RAISONS DU PPR MINIER SUR LA COMMUNE DE FUYEAU ET OBJET DE L'ENQUETE

2. Les raisons d'un PPR miniers sur le territoire de la commune de Fuyeau

L'exploitation minière du lignite ou de pierre à ciment a laissé d'importants vides résiduels dont la tenue ou la stabilité dépend de leurs caractéristiques (nature du recouvrement (nature des roches, failles), ancienneté, dimension, volume et profondeur des travaux...), des méthodes d'exploitation alors utilisées, de la remontée et des variations du niveau de la nappe phréatique (ennoyage, battements)...

Ces vides résiduels d'origine anthropique peuvent provoquer des mouvements de terrain voire des désordres en surface (une manifestation naturelle) pouvant affecter la sécurité des personnes et l'intégrité des biens.

Suite au dépôt par Charbonnage de France (CdF) du dossier d'arrêt définitif des 12 concessions couvrant la majeure partie de l'exploitation, la DREAL PACA avait missionné en 2006 GEODERIS (Groupement d'Intérêt Public (GIP) constitué par le BRGM et l'INERIS) afin de synthétiser et cartographier les principales caractéristiques des travaux miniers ainsi que les aléas induits attendus dans le cadre de la gestion de l'après-mine.

Cette première définition et cartographie préliminaire des aléas miniers résiduels sur le bassin de lignite de Provence a été publiée en 2009. Cette étude préliminaire des aléas a été réalisée à l'échelle du bassin minier selon les éléments informatifs et les données issus des dossiers de Charbonnage de France (CdF).

Suite à cette étude, la DREAL PACA a demandé à GEODERIS de réaliser une étude détaillée des aléas. Cette étude a été réalisée à l'échelle des communes à partir de la synthèse documentaire des données et des fonds cartographiques disponibles sur les sites miniers concernés (important travail de collecte d'information, analyse précise des plans miniers sources, de la géologie de recouvrement, prise en compte de la nature et de la profondeur des travaux...).

Un Porteur à Connaissance (PAC) Minier, en date du 3 août 2017 a été envoyé aux communes concernées par les aléas miniers du bassin de lignite de Provence afin de communiquer à ces dernières l'état actuel des connaissances sur les aléas résiduels liés à l'ancienne activité minière et de préciser les principes de prévention à prendre en compte dans l'ensemble des décisions d'urbanisme.

Une actualisation des aléas liés aux dépôts de matériaux stériles (tassement, glissement, échauffement) a été réalisée en 2020 sur les communes de Cadolive, Fuyeau, Peypin et Saint-Savournin.

Cette étude des aléas résiduels du bassin de lignite de Provence constitue la connaissance la plus aboutie à ce jour des aléas miniers résiduels (étude de référence) et se substitue à l'étude préliminaire de 2009.

En raison de l'importance des aléas et des enjeux concernés sur le territoire communal, l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (lignite) a été prescrit par arrêté préfectoral le 7 octobre 2019.

3. Les principales étapes d'élaboration du PPR

L'arrêté de prescription du PPR détermine le périmètre mis à l'étude, la nature des risques pris en compte ainsi que le ou les services de l'Etat chargé(s) d'instruire le projet.

3.1. L'élaboration technique du projet

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Bouches-du-Rhône ainsi que la Direction Régionale, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Provence-Alpes-Côte-d'Azur sont en charge de l'élaboration technique du PPR qui recouvre notamment :

- les études d'aléas

- l'analyse des enjeux
- l'établissement du volet réglementaire : plan de zonage réglementaire et règlement associé.

Durant ces phases techniques, les services en charge du projet ont élaboré le dossier en association avec les élus et les services techniques de la commune et de la Métropole Aix Marseille Provence.

3.2. La Concertation publique :

Elle est adressée à l'ensemble des personnes concernées (collectivités territoriales, organismes professionnels, populations résidentes, etc.), permet d'informer sur les risques et les contraintes qui en découlent et de recueillir les observations et remarques tout au long de la procédure d'élaboration (réunion publique, information, boîte aux lettres numérique, pièces du dossier consultables en ligne...).

La phase active de la concertation s'est déroulée du 14 novembre 2019 au 14 janvier 2020 en commençant par la tenue d'une réunion publique en mairie le 14 novembre 2019.

3.3. La consultation réglementaire des Personnes et Organismes Associées (POA) :

Elle est menée préalablement à l'enquête publique et concerne notamment les conseils municipaux du périmètre d'étude, les EPCI compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme, ainsi que d'autres organismes impliqués dans la démarche (Conseils régionaux et départementaux, Chambre d'agriculture...).

Cette consultation a eu lieu de mars 2021 à mai 2021 (deux mois à compter du dernier courrier réceptionné).

La poursuite de la procédure consiste en :

3.4. L'enquête publique :

L'enquête publique se déroule à l'issue de la consultation des POA, et après compilation et analyse des remarques recueillies.

Dans ce cadre, le projet de PPR ainsi qu'un registre destiné à recueillir les observations du public seront tenus à la disposition du public en mairie. A cette même fin, un registre dématérialisé sera disponible sur internet. Les observations du public pourront également être exprimées dans le cadre des permanences tenues par le commissaire enquêteur dans la commune, par courrier adressé au commissaire enquêteur, ainsi que par courrier électronique.

Durant l'enquête, le maire sera entendu par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur établira un rapport d'enquête.

3.5. L'analyse du rapport d'enquête :

La DDTM 13 et la DREAL PACA, chargées de l'élaboration du PPR, analyseront le rapport du commissaire enquêteur.

3.6. L'approbation du PPR :

À l'issue des consultations prévues aux articles R. 562-7 (consultation POA) et R. 562-8 (enquête publique), le plan, éventuellement modifié en réponse aux observations formulées par les divers intervenants et le commissaire enquêteur, est approuvé par arrêté préfectoral.

Le PPR approuvé est alors annexé aux documents d'urbanisme et vaut servitude d'utilité publique (SVP).

DEFINITION DU RISQUE

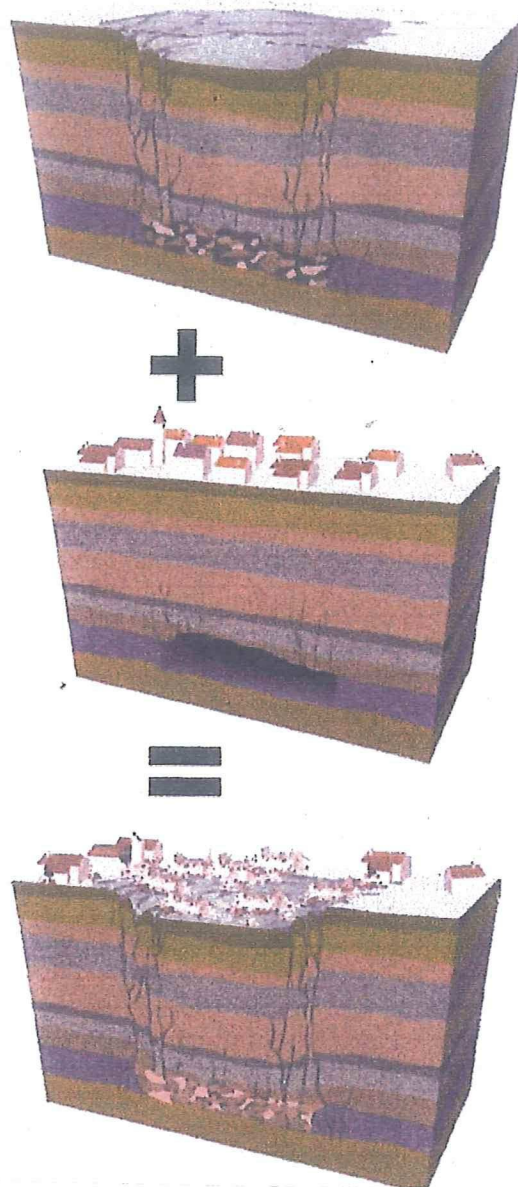
1.3. Définition du risque

L'**aléa** est la manifestation d'un phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données.

L'enjeu est l'ensemble des personnes et des biens susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel.

Le **risque** résulte de la concomitance des aléas et des enjeux. Il se caractérise, entre autres, par le nombre de victimes, le coût des dégâts matériels et des impacts sur l'activité et sur l'environnement.

La **vulnérabilité** mesure ces conséquences.



DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE ET OBSERVATIONS DU PUBLIC

Nous avons eu le 02 novembre 2021 une réunion avec la DDTM pour présentation des dossiers de chaque commune. Une autre réunion à la DDTM le 5 janvier 2022 pour validation du rapport de synthèse et savoir si nous avons des questions ou des remarques .

J'ai rencontré Madame le Maire le 12 novembre 2021 , pour à la fois connaître ses observations sur l'enquête et sur le dossier présenté , mais aussi pour l'organisation des planches à exposer sur des grands panneaux dans la salle du Conseil Municipal , lieu de mes permanences et enfin pour parapher les pages et plans du dossier d'enquête .

La date de l'ouverture au public étant le 16 novembre.

Madame le Maire n'a eu aucune observation à formuler . Le Conseil Municipal ayant délibéré avec avis favorable le 3 mai 2021 sur le PPRM présenté .

Pendant mes permanences en mairie

* j'ai reçu [REDACTED] qui sont venus se renseigner sans formuler d'observation écrite .

*sur le registre en mairie aucune observation n'a été notée

*sur le registre dématérialisé il a été noté 3 observations (Voir ci-après)

observation n°1 le 16 novembre 2021 de Monsieur Maxime BREITHAUPT (ASL les Mésanges)
« *différence de rédaction entre règlement PPRM et réponse de la DDTM en date du 20 mai 2020* » (jointe à l'observation n°1)

observation n° 2 le 1 décembre 2021 de Madame [REDACTED], impasse les mésanges)
« *contestation sur la qualification de zone peu urbanisée* »

observation n° 3 le 6 décembre 2021 de Monsieur Joseph CATANIA Président du CIQ St François . « *sur parcelle BI 76 construction d'un EHPA qui dépasse les dispositions constructives réglementaires proposées au chapitre 5 du règlement du PPRT* »

*par courrier : Je n'ai reçu aucune observation par courrier

LISTE DES OBSERVATIONS DEPOSEES SUR LE REGISTRE DEMATERIALISE

Liste de toutes les observations déposées

Observation N° 3 (RegistreDemat) 06/12/2021 18:18:19

Par Joseph Comité d'Intérêt de Quartier Saint François de Fuveau

Bonjour, sur la commune de Fuveau le terrain cadastré BI parcelle 76 se trouve dans la zone d'alea affaissement

faible intensité très limitée d'après la carte PPRM, à cet endroit est en cours de construction un immeuble destiné

à devenir un EHPA qui a une emprise au sol de 2540 m² sur 5366m² de terrain en R+2 sur une partie de l'immeuble et un Sous-sol (voir le PC n° D969 PC5-2). Par conséquent il dépasse les dispositions constructives

règlementaires proposées au chapitre 5 (du PPRM Règlement résumé : hauteur d'étage maximale de 3 m,

largeur maximale de 8 m et longueur maximale de 16 m, avec la longueur qui ne dépasse pas 2 fois la largeur) on

peut donc poser la question : quels risques encourent les futurs habitants de cet immeuble ? et les habitations

environnantes ? merci de toute votre attention. Bien cordialement. Le Président du CIQ Saint François

Joseph

CATANIA

Observation N° 2 (RegistreDemat) 01/12/2021 18:43:22

Par [REDACTED]

Bonjour

Je conteste la qualification de "zone peu urbanisée" sur le fichier joint de la planche 6, impasse des mésanges.

Le quartier est d'ailleurs classé en zone UCH. et le plan montre clairement une densité de construction élevée.

Pouvez vous considérer cette situation?

Cordialement,

Observation N° 1 (RegistreDemat) 16/11/2021 17:42:20

Par MAXIME BREITHAUPT

Au nom de l'ASL des mésanges,

Lors de la concertation publique du PPRM, l'ASL des mésanges, par mon intermédiaire, avait interpellé la DDTM

13 (mail du 18/11/2019) sur les modalités précises de mise en oeuvre du futur PPRM et plus particulièrement

concernant les extensions et annexes en zone rouge (au regard des données décrites dans le PAC en vigueur au

moment de la rédaction)

La DDTM13 (en date du 20 mai 2020 - cf. mail en pièce jointe) avait répondu aux différents questionnements et

avait apporté une clarification sur l'évolution du PPRM durant la phase de concertation qui autoriserait des extensions dans la limite de 20m² ET des réalisations d'annexes dans la limite de 20m²; soit un total maximal de

40m² de surface de plancher total.

La rédaction du PPRM présente bien ces 2 dimensions sans néanmoins être aussi claire que le mail de réponse

de la DDTM 13.

Cdt

Maxime BREITHAUPT

1 /

DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE



Autorité environnementale

<http://www.cguedd.developpement-durable.gouv.fr/fr/autorite-environnementale-145.html>

**Décision de l'Autorité environnementale,
après examen au cas par cas,
sur l'élaboration du plan de prévention des risques
miniers (PPRM) de la commune de Fuveau (13)**

n° : F - 093-19-P-0075

Décision n° F - 093-19-P-0075 en date du 19 août 2019
Autorité environnementale

COMMUNE DE FUEAU PROJET D'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIER (Lignite)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DECISION DU 23 SEPTEMBRE 2021 N° E21000102/13

REF 2021-13

Décision du 19 août 2019
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

Le président de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) enregistrée sous le numéro n° F - 093-19-P-0075, présentée par la préfecture des Bouches-du-Rhône, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 25 juin 2019, relative à l'élaboration du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau.

Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau à élaborer,

- qui a pour objet de prendre en compte, sur le périmètre de la commune de Fuveau, les risques miniers liés aux conséquences de l'exploitation passée du bassin de lignite de Provence qui est localisé entre Aix-en-Provence et Marseillle et qui s'étend depuis Saint-Maximin jusqu'à l'étang de Berre,
- les principaux aléas pris en compte étant de type effondrement localisé et affaissement,
- qui s'appuie sur une étude détaillée des aléas miniers finalisée en 2016, et le porter à connaissance (PAC) minier du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 août 2017,
- qui conduit à interdire l'implantation de nouvelles constructions dans les zones caractérisées par un « aléa trop préjudiciable », qu'elles soient urbanisées ou non et à restreindre les possibilités d'urbanisation dans les zones non urbanisées exposés à des aléas qualifiés de « moins préjudiciables »,
- qui ne prescrit pas de travaux pour la réduction de l'aléa ;

La - Décision en date du 19 août 2019 - Elaboration du plan de prévention des risques miniers de la commune de Fuveau (13)

Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées ainsi que les incidences prévisibles du plan sur l'environnement ou la santé humaine, en particulier :

Page 14 sur 20

- le PPRM porte sur la commune de Fuveau dont la population a connu une augmentation annuelle de 2,7 % en moyenne entre 1975 et 2015, avec une croissance plus modérée de 1,1 % entre 2010 et 2015 ; en 2015, la commune compte 9 756 habitants,
- les sites Natura 2000 les plus proches, « Montagne Sainte Victoire » (identifiant 9301605) et « Chaîne de l'Etoile- massif du Garlaban » (identifiant FR9301603) au titre de la directive « habitat-faune-flore » 92/43/CEE, sont situés respectivement à une distance de 1,7 km et 3 km des limites communales,
- la commune abrite un réservoir de biodiversité, des cours d'eau et des espaces de mobilité des cours d'eau recensés au titre du schéma régional de cohérence écologique (SRCE),
- le PLU de Fuveau prend en compte les principes de prévention édictés par le porter à connaissance (PAC) minier du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 août 2017 dont la cartographie sera reprise dans le futur PLU du Pays d'Aix, prescrit par délibération du conseil métropolitain (Métropole Aix-Marseille-Provence) en date de 18 mai 2018,
- en l'absence d'incidence directe sur les éléments constitutifs du SRCE,
- la superficie des zones urbanisées et urbanisables recensées susceptibles de devenir inconstructibles est d'environ 3 ha ; les impacts sur l'urbanisation induites seront limités, les zones urbanisées et urbanisables à l'échelle de la commune restant constructibles étant suffisantes (la superficie totale encore disponible étant de 538 ha) ;

Concluant que :

au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des autres informations et contributions portées à la connaissance de l'Ae à la date de la présente décision, le plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau, n° F - 093-19-P-0075, présentée par la préfecture des Bouches-du-Rhône, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas du respect des obligations auxquelles le plan présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'Autorité environnementale. Cette décision doit également figurer dans le dossier d'enquête publique ou le cas échéant de mise à disposition du public (article L. 123-19).

Fait à la Défense, le 19 août 2019

Le président de l'Autorité environnementale,

Philippe LEDENVIC

REPONSES DE LA DDTM AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC


**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

Service/Bureau

Affaire suivie par : Serge Terramorsi /Serge Torrens

Marseille, le 21/12/2021

le Chef du Pôle Risques

à
M. Castigli (commissaire enquêteur)

Objet : Réponses aux observations déposées sur le registre dématérialisé lors de l'enquête publique du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la commune de Fuveau
P.J : Observations déposées sur le registre dématérialisé

**Observation N° 1 (RegistreDemat) 16/11/2021 17:42:20
Par Maxime Breithaupt**

Réponse de la DDTM :

Le règlement de la zone Rouge permet une augmentation cumulée de 20 m² de surface de plancher et d'emprise au sol pour les modifications de constructions existantes. Ces modifications listées en page 25 et 26 du règlement comprennent les annexes non habitables disjointes du bâtiment principales.

Une extension hors annexes limitée à 20 m² de surface de plancher et d'emprise au sol est également autorisée en zone Rouge.

Dans un objectif de clarté, nous proposons d'encadrer le paragraphe sur les modifications de constructions existantes autorisées en zones Rouge et Marron.

16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 28 40 40
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

COMMUNE DE FUYEAU PROJET D'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES (Lignite)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DECISION DU 23 SEPTEMBRE 2021 N° E21000102/13

REF 2021-13

Observation N° 2 (RegistreDemat) 01/12/2021 18:43:22

Par [REDACTED]

Réponse de la DDTM :

Nous allons réanalyser le caractère urbanisé ou non du secteur ci-contre (en vert) à l'ouest de la D96. Toutefois, seule la zone entourée de jaune pourrait évoluer passant d'un zonage Marron à un zonage Bleu.

En effet, le classement des zones en Rouge ne serait pas modifié car exposées à un aléa affaissement à caractère cassant très préjudiciable.



Observation N° 3 (RegistreDemat) 06/12/2021 18:18:19
Par Comité d'Intérêt de Quartier Saint François Joseph

Réponse de la DDTM :

En zone Vert (zone exposée à l'aléa affaissement faible intensité très limitée), lors d'un projet de construction, le règlement du PPRM prescrit la réalisation d'une étude par le pétitionnaire.

Pour les maisons individuelles, les objectifs de performance ont été en partie traduits dans des dispositions forfaitaires simplifiées figurant au paragraphe V.1 du règlement.

Concernant, le projet d'EHPA sur la parcelle BI 76 (il ne s'agit pas d'une maison individuelle), c'est à l'étude de définir les règles particulières de construction portant à la fois sur le gabarit de la construction et sur l'utilisation de techniques particulières de renforcement.

Le Porter à Connaissance des aléas miniers signé par le préfet en août 2017 et transmis aux communes concernées préconise la réalisation de cette étude.

Concernant les projets de construction de maisons individuelles, nous proposons de préciser, dans le règlement de la zone Vert, que le bureau d'études a la possibilité de définir ses propres dispositions constructives ou de suivre les règles forfaitaires dans le respect des objectifs de performance édictés par le règlement du PPRM.

L'adjoint au Chef
du Pôle Risques

Serge TERRAMORSI

ANALYSE GENERALE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Phase préparatoire :

Il a été réalisé une concertation publique de novembre 2018 à Janvier 2019 ,qui a eu pour objectif de recueillir les avis du public sur le projet de PPR miniers avant la consultation des Personnes et Organismes Associés (POA) et la mise à l'enquête . (voir en annexes)

La DDTM a répondu aux trois observations envoyées par courrier ou par mail .

Une réunion publique s'est tenue en salle du Conseil Municipal de FUVEAU le 14 novembre 2019 .

Analyse des POA consultées (voir annexes)

Conformément à l'article R 562-7 du code de l'Environnement ont été consulté pour avis sur le projet du PPRM de la commune de Fuveau avec dossier complet reçu le 23 ou le 24 mars 2021 La mairie de FUVEAU ,Mme la Présidente du Conseil Départemental des BDR , Mr le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière, Mr le Président du Conseil Régional de PACA , Mme la Présidente de la Métropole AMP, Mr le Président du Conseil de territoire du Pays d'Aix ,Mr le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille, Mr le Président de la Chambre des métiers et de l'Artisanat, Mr le Président de la Chambre d'Agriculture, le SDIS .

Après cette consultation Il y a eu un avis favorable de la commune de Fuveau , un avis réservé de la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône . Un avis ne se prononçant pas du Conseil Départemental, considéré comme favorable . Aucun avis défavorable.

Sachant que les non réponses sont réputées favorables .

*La commune de FUVEAU a donné un avis favorable par délibération en date du 3 mai 2021 .

La délibération est très argumentée et reprend à la fois les définitions d'un risque , d'un enjeu et d'un aléa, ainsi que le croisement de ceux-ci pour définir les zones en Violet(Vi) , Rouge (R), Marron(M), Bleu(B), Vert(Ve) .

*Concernant l'avis réservé de la Chambre d'agriculture , certains des arguments avancés ne sont pas applicables sur la commune de Fuveau , car lorsqu'on compare le zonage du PLU avec le zonage du PPRM , seule la zone agricole (A) au Sud Ouest « GOUSTE SOULET est impactée en zone verte .

Analyse de l'avis de l'Autorité Environnementale (voir pages 12 à 14)

L'Autorité Environnementale dans ses attendus a conclu que le PPRM de la commune de FUVEAU « n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe ii de la directive 2001 /42/CE du 27 juin 2001 susvisée «

Elle a donc dans son article 1° noté ,que le PPRM de FUVEAU « *n'est pas soumis à évaluation environnementale* »

Analyse des réponses de la DDTM aux questions posées sur le registre dématérialisé

Certaines réponses concernant la zone rouge d'aléa affaissement cassant (réponses identiques à celles fournies lors de la concertation de novembre 2018 à janvier 2019 .)

D'après la DDTM et après analyse ,seul le secteur à l'Ouest de la D 96 ,hors zone rouge, pourrait passer de la zone en Marron en zone en Bleu .

Remarque du CE :

***Le règlement en zone rouge « aléa affaissement cassant » , est identique qu'il s'agisse d'une zone urbanisée ou non urbanisée .** (Cas de toutes les constructions à l'Ouest de la R 96 en zone en rouge : Les mésanges, Le bon temps, les constructions UNICIL les Pins, Le Brogilium (environ 100 logements) . Mais aussi le groupement des maisons de part et d'autre du chemin des mines .

Cet aléa en zone en rouge ,par précaution ,ne permet pas une autre réglementation que celle définie dans le règlement proposé du PPRM .

*En ce qui concerne le projet de l'EHPA , la DDTM signale qu'il ne s'agit pas d'une maison individuelle .

Remarques du C.E :

En d'autres termes en zone en Vert , le chapitre V du Règlement du PPRM « Dispositions Constructives Réglementaires » pages 57 à 69 ne concerne que les maisons individuelles .

*Pour éviter toutes confusions Il faudrait noter « **Dispositions Constructives réglementaires pour les constructions individuelles** »

Pour les prescriptions concernant la « création ou l'extension de bâtiments du bâti existant » il faut se référer à la page 48 du règlement .

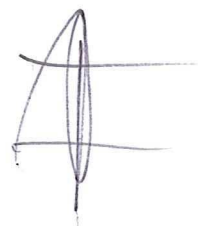
D'une manière générale , l'étude de conception et de réalisation du bâti ,devra tenir compte des objectifs de performance ne dépassant pas le niveau N3 .

Pour les constructions individuelles, la DDTM propose en zone en vert (aléa affaissement faible intensité très limitée),la réalisation d'une étude par le pétitionnaire « définissant ses propres dispositions constructives , ou de suivre les règles forfaitaires dans le respect des objectifs de performance édictées par le règlement du PPRM » .

***Le choix est proposé et devra être noté dans la rédaction finale du règlement .**

REDIGE A SALON DE PROVENCE LE 14 JANVIER 2022

LUC CASTIGLI



COMMUNE DE FUYEUX PROJET D'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES (Lignite)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DECISION DU 23 SEPTEMBRE 2021 N° E21000102/13

REF 2021-13

ANNEXES

- **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU 23 SEPTEMBRE 2021 ,PREFECTURE DU 25 OCTOBRE 2021 ET DU 26 OCTOBRE 2021**
- **BILAN DE LA CONCERTATION FEVRIER 2021**
- **BILAN DE LA CONSULTATION DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES**
- **DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**
- **QUESTIONS POSEES SUR LE REGISTRE DEMATERIALISE ET PIECES JOINTES**